

Les idées reçues sur l'ESS

L'ESPER

L'Économie Sociale Partenaire
de l'École de la République

www.lesper.fr

**Ressource créée par le
comité scientifique de
L'ESPER**



www.lesper.fr

**L'ESS ce n'est pas de
l'économie, c'est de
l'action sociale**

Effectivement, 60% des emplois de l'ESS sont dans l'action sociale, dans des modes d'hébergement spécifiques (crèches, foyers, entreprises adaptées, EPHAD...) et de plus en plus dans des services en milieu ordinaire ou à domicile. Mais l'ESS est beaucoup plus diversifiée. De plus, les années 1980 ont vu croître son autonomisation et la reconnaissance de l'activité économique des associations. On parle donc bien d'économie.

L'ESS, ce n'est pas **viable** à long terme

L'ESS s'avère très résiliente aux grandes mutations économiques. Ses formes se transforment au cours du temps et sa présence s'affirme Les organisations sont résistantes : certaines ont plus d'un siècle ; les SCOP sont réputées plus pérennes que leurs concurrentes. Leur taux de survie à 5 ans est de 65 % contre 50 % pour l'ensemble des entreprises françaises (source : CGSCOP).

L'ESS, c'est **nouveau**

L'idée de se regrouper pour agir économiquement est très ancienne : dans l'Antiquité, au Moyen-Age etc. Mais l'histoire de l'ESS remonte au début du XIXème siècle (sociétés de secours mutuels, associations ouvrières de production et de consommation) en même temps que le développement du capitalisme. De nouvelles formes ont émergé au cours du temps (coopératives ; sociétés d'assurance mutuelle...). La loi "Hamon" de 2014 a confirmé sa reconnaissance publique.

L'ESS, ce n'est que des petites **entreprises**

L'ESS est composée à 77% de structures de moins de 10 salariés. Cependant en moyenne, une entreprise de l'ESS compte 11 salariés contre 8 dans le secteur privé hors ESS. Il existe de très grandes structures employeuses telles la Croix Rouge, l'APF, la MAIF, la MGEN... ou qui mobilisent un nombre important de bénévoles telles le Secours Catholique, le Secours Populaire, les Petits Frères des Pauvres...

L'ESS compte peu dans l'économie

L'ESS n'est pas l'économie dominante mais sa contribution n'est pas marginale : 10% des emplois (plus que le BTP ou l'automobile), 6 % du PIB soit une valeur ajoutée supérieure à 100 milliards d'euros. Le bénévolat, les actions d'utilité sociale, l'impact social sont mal évalués alors qu'ils contribuent fortement au bien-être social.



Il est possible de créer une **organisation** de l'ESS tout seul


Le leadership individuel est important pour créer une structure d'ESS. Mais il n'est pas possible de la créer seul. L'ESS est une économie collective qui s'appuie sur la force du groupement de personnes , et qui croit à la démocratie et à la solidarité. Par exemple, pour créer une association ou une SCOP, il faut être au moins 2 personnes.

Dans l'ESS, il n'y a pas
de **chef**, tout le monde
décide de tout

L'ESS est basée sur le principe de la gouvernance démocratique« un membre = une voix » quel que soit son apport financier. Le fonctionnement de ces organisations est calqué sur celui de la démocratie politique représentative (Assemblée Générale, Conseil d'Administration et souvent Bureau). Les grandes structures emploient une direction salariée. Donc tout le monde ne décide pas de tout, tout le temps ! Mais la question de revivifier cette démocratie en introduisant plus de participation directe s'y pose.



Entreprendre dans l'ESS rime avec précarité et galère



Dans l'ESS, on entreprend collectivement, ce qui permet de mutualiser les risques. Mais il n'y a aucune certitude que le projet poursuivi rencontre une demande solvable, tout dépend du projet, du secteur d'activité, du réseau mobilisé et du modèle économique choisi.

La force du projet comme son portage collectif et l'engagement des membres pallient en partie les difficultés de sa réalisation.



Les **inégalités** femmes/hommes sont réduites dans l'ESS

L'ESS est une économie « féminine » avec 67% de salariées. Ceci est dû à l'importance des services dits relationnels (santé, éducation, action sociale). La parité existe chez les cadres. Mais 45% des femmes travaillent à temps partiel (pas toujours choisi) et elles gagnent moins que les hommes comme dans le reste de l'économie privée. Enfin, elles restent minoritaires dans les instances de décision où elles sont plus souvent secrétaires que présidentes.

**Les emplois dans l'ESS sont
moins bien payés que dans le
reste du **secteur privé****

Ça dépend ! Les salaires y sont de 14% inférieurs à la moyenne du secteur privé. Mais il faut nuancer. Par exemple, le salaire est plus faible dans les associations que dans les coopératives, les mutuelles, et les fondations. Dans le secteur de la santé, de l'enseignement ou de la banque, l'écart privé/ESS est faible. La hiérarchie des salaires est « plus resserrée » dans l'ESS.

L'ESS ne repose que sur les
subventions publiques, c'est
une économie subventionnée

Longtemps, l'ESS a largement reposé sur des financements publics : subventions pour les associations, marchés publics pour les SCOP, monopole du complément de la Sécurité Sociale pour les mutuelles. Aujourd'hui cela a bien changé : la part des financements publics des associations est passée de 51% en 2005 à 44% en 2017 ; les coopératives et les mutuelles sont devenues prestataires sur des marchés concurrentiels.

L'ESS ne peut pas faire de
profit

Le terme de profit n'est pas très adapté à l'ESS car il renvoie le plus souvent à la valorisation d'un capital individuel (sous forme d'actions). On parle plutôt d'excédents. Dans l'ESS, l'argent n'est pas investi pour un enrichissement individuel mais pour un intérêt collectif. En principe, les excédents ne sont donc pas redistribués aux membres. Ils sont largement affectés aux « réserves impartageables ».

La **démocratie** dans l'ESS freine l'innovation

Un fonctionnement démocratique purement formel peut limiter les possibilités d'innovation du fait d'une certaine lenteur mais une démocratie vivante peut être au contraire un vecteur d'innovations. En effet, l'innovation est rarement le fait d'un individu isolé ! Elle demande une forte circulation des informations et une bonne coordination, plus faciles dans les organisations démocratiques. La dynamique de l'ESS dans l'alimentation, la mobilité, l'énergie citoyenne, la finance solidaire, montre que l'ESS est actuellement très innovante.



L'ESS n'est qu'une économie de proximité

Créé par des groupements de personnes soucieuses de répondre à des aspirations et des besoins sociaux, l'ESS est fortement ancrée sur les territoires. Dans les années 1950-70, elle s'est structurée verticalement en fédérations ou unions nationales pour négocier avec les Pouvoirs Publics. Depuis les années 1980 et les politiques de décentralisation, elle s'organise plus territorialement et joue un rôle croissant dans le développement économique et la cohésion sociale des territoires. Mais l'ESS comprend également des entreprises dont le rayon d'action dépasse largement le territoire local.

L'ESS est peu engagée dans le développement durable

L'action des associations d'éducation à l'environnement, de promotion des transports collectifs... a été le premier vecteur de l'engagement de l'ESS dans le développement durable. Puis les structures d'insertion ont été les premières à s'investir dans le recyclage des déchets ; aujourd'hui l'ESS est aussi fortement impliquée dans l'économie circulaire (le réemploi), la mobilité douce, l'alimentation responsable, les énergies citoyennes etc. Avec des moyens limités, on voit donc que l'ESS est un fer de lance du développement durable territorial



L'ESS n'est qu'une béquille du **capitalisme**

Des débats opposent les penseurs de l'ESS qui la voient alternativement comme : - Une économie réparatrice qui prendrait en charge les « dégâts sociaux » du capitalisme et n'en serait ainsi qu'une « béquille ». - Une économie innovatrice qui servirait de laboratoire. - Une économie régulatrice qui atténue les effets inégalitaires d'une concurrence exacerbée. - Une économie transformatrice qui préfigure l'économie de demain plus démocratique, durable et solidaire. Comme « économie humaine » qui tente de ne laisser personne au bord du chemin mais qui ambitionne de construire une réelle citoyenneté économique partagée, l'ESS n'est-elle pas tout cela ?